

# OBSERVATOIRE DES MULTINATIONALES

SOCIAL, ÉCOLOGIQUE, POLITIQUE

## RESPONSABILITÉ

# Alstom : un groupe français au coeur de nombreux barrages controversés

14 OCTOBRE 2013 PAR OLIVIER PETITJEAN



Fournisseur de turbines, Alstom joue un rôle majeur dans le marché mondial de l'hydroélectrique. À ce titre, le groupe a été activement impliqué dans toute une série de grands projets controversés, depuis le barrage des Trois Gorges en Chine à celui de Belo Monte aujourd'hui. Alstom peut-elle continuer à dénier toute responsabilité quant à l'impact environnemental de ces mégabarrages, et quant aux atteintes aux droits humains qu'ils occasionnent ?

Les barrages hydroélectrique constituent l'un des domaines d'activités phares d'un groupe investi dans de multiples secteurs, depuis le nucléaire jusqu'au transport urbain. Alstom n'intervient pas directement en tant que constructeur de barrages, mais vend ses turbines, ses générateurs, et ses services de conception et de maintenance. Sur son site, le conglomérat français se vante d'avoir équipé un quart de la capacité hydroélectrique installée dans le monde au cours des 100 dernières années. Il rappelle fièrement que les plus grands barrages au monde ont tous (à des degrés divers) mis à contribution ses équipements et son expertise : les Trois Gorges en Chine (d'une capacité de 22 500 MW), Itaipu et Tucuruí au Brésil (14 000 et 8 400 MW respectivement), Guri au Venezuela (10 200 MW), et ainsi de suite. Une liste à laquelle s'ajouteront bientôt le barrage de Belo Monte en Amazonie brésilienne (11 200 MW), celui de

Xiangjiaba en Chine (8 000 MW) et quelques autres.

Le problème est que les grands barrages sont associés à toute une série d'impacts très problématiques sur le plan environnemental, social, politique et financier. Ils entraînent aussi souvent des violations des droits humains. Les chantiers et la création de retenues d'eau artificielles sont cause de déforestation et de perte de biodiversité. Les grands barrages modifient en profondeur l'hydrologie des fleuves où ils sont implantés, ce qui peut avoir des répercussions très importantes sur les moyens de subsistance des populations locales (poisson, érosion, fertilité des sols). Ils sont aussi l'occasion de déplacements de population qui peuvent se chiffrer en centaines de milliers (presque deux millions pour le barrage des Trois Gorges), avec des compensations souvent inadéquates (lorsqu'elles existent). Les gouvernements tendent d'ailleurs à choisir des sites habités par des populations historiquement marginales ou discriminées, notamment des peuples indigènes. Ces grands projets sont aussi une source de flux financiers importants, dont les intérêts économiques et politiques locaux sont très souvent tentés de se réserver une partie. Enfin, les grands barrages situés sur des fleuves transfrontaliers sont source de tensions internationales. On l'a vu encore récemment avec la décision de l'Éthiopie de se lancer unilatéralement dans la construction du barrage Grand Renaissance sur le Nil bleu – un autre contrat fièrement affiché par Alstom – malgré les craintes de l'Égypte, qui dépend quasi exclusivement du fleuve pour son approvisionnement en eau potable.

Études d'impact environnemental délibérément minimalistes, résistances des populations locales, corruption [1], voire violations flagrantes des droits humains (comme à Merowe au Soudan) – autant de problèmes qui concernent aussi les barrages dans lesquels Alstom choisit de s'impliquer.

Le mégabarrage prévu à Belo Monte entraînera ainsi le déplacement d'entre 20 000 et 40 000 personnes et la submersion d'au moins 668 kilomètres carrés, dont 400 kilomètres carrés de forêt primaire abritant une biodiversité unique (et bien davantage si, comme le craignent les opposants, la construction d'un second barrage s'avère nécessaire pour assurer la viabilité du premier). À cela s'ajoutent les conséquences indirectes du barrage, qui détournera 80% du débit du fleuve et entraînera l'assèchement partiel ou total d'une boucle du fleuve où vivent de nombreuses tribus indigènes. Leurs moyens de subsistance traditionnels s'en trouveront fortement compromis, sans parler des bouleversements sociaux que ne manquera pas d'occasionner un chantier de cette ampleur. Ceci explique la volonté de résistance affichée par les peuples indigènes de la zone, qui ne fait d'ailleurs que répondre à l'approche répressive privilégiée d'emblée par le gouvernement brésilien. Le tout pour un bénéfice économique bien incertain, puisque le projet est porté à bout de bras par les financeurs publics brésiliens et que, malgré sa capacité théorique de 11 200 MW, le barrage ne pourra générer la plupart du temps qu'entre 1000 et 4000 MW.

Dans les documents de communication d'Alstom, on chercherait en vain ne serait-ce qu'une simple mention de ces problèmes, que ce soit à propos de Belo Monte ou de n'importe quel autre projet. C'est une approche purement technocratique et ingénieriale qui y prévaut : Alstom offre ses services et ses équipements pour optimiser la valeur des projets, et semble se laver les mains du reste. Selon les termes mêmes de Patrick Kron, PDG du groupe, dans une réponse assez peu amène aux critiques de son implication dans Belo Monte : « *Pour notre part, une fois la décision prise [par les gouvernements], nous proposons les équipements les plus adaptés pour produire l'électricité dans les meilleures conditions de sécurité, de protection de l'environnement et d'efficacité économique.* »

Évidemment, aucune forme de génération d'électricité n'est sans impact, et les barrages présentent aussi de nombreux avantages. Dans les pays industrialisés, ils permettent de stocker l'énergie, offrant un complément indispensable aux énergies solaire et éolienne (et une alternative au nucléaire). Dans les pays du Sud, ils peuvent favoriser l'accès à l'électricité (lorsqu'ils sont conçus dans le cadre d'une véritable démarche de développement national et non pour alimenter en énergie les mines et usines des multinationales). Enfin, ils offrent une alternative potentiellement moins émettrice de gaz à effet de serre que les centrales thermiques fonctionnant au charbon ou au gaz (quoique de plus en plus d'études scientifiques suggèrent que les barrages émettent en réalité de fortes quantités de méthane, notamment en zone tropicale).

En tout état de cause, pour des ouvrages dont l'impact est si considérable et potentiellement si dramatique, la moindre des choses serait de s'assurer que les avantages et les inconvénients sont pesés de manière transparente et démocratique, et que tout est fait pour minimiser les impacts négatifs. Dans la réalité, force est de constater que c'est l'autoritarisme qui est de règle dans ce domaine, et que les élites politiques et économiques se réservent le droit de décider seules ce qui est bon pour leur pays, sans toujours attacher beaucoup d'importance aux véritables intérêts de la population.

Les grands barrages avaient connu leur première heure de gloire dans les années 1960 et 1970, dans le cadre des politiques de développement du « Tiers-monde ». Du fait de la contestation qu'ils ont suscité et de leurs impacts problématiques, ce genre de projet était peu à peu passé de mode au cours des années 1980, et des normes plus rigoureuses avaient été élaborées. Le changement climatique et l'essor des pays émergents sont venus changer radicalement la donne. Chine, Brésil et Inde ont relancé la construction de grands barrages en vue de satisfaire leurs besoins énergétiques tout en limitant leurs émissions de gaz à effet de serre.

Pour Alstom, cette relance était synonyme de nouvelles opportunités commerciales, et le groupe n'a pas hésité à encourager le mouvement, sans apparemment se poser trop de questions sur les conséquences sociales, environnementales ou politiques de ces nouveaux projets. Une stratégie à laquelle le groupe français ne semble pas prêt de renoncer, puisqu'il vient d'inaugurer une usine flambant neuve de turbines hydroélectriques à Tianjin en Chine, avec pour cible explicite les mégabarrages appelés à se multiplier dans les prochaines années sur le Mékong, le Salouen et l'Irrawaddy.

## L'Amazonie envahie par les grands barrages

Un tel engagement apparemment si inconditionnel est-il tenable, et finira-t-il par rattraper Alstom ? De manière assez inhabituelle pour lui, le groupe s'est trouvé la cible directe de campagnes citoyennes du fait de son engagement dans le barrage de Belo Monte. Le combat des écologistes et des peuples indigènes de la zone a été très bien relayé par les médias mondiaux en raison du soutien qui leur a été apporté par plusieurs vedettes anglo-saxonnes. Début 2011, trois leaders indigènes ont fait le déplacement en France pour dénoncer l'implication d'Alstom (et de GDF Suez) dans les grands barrages amazoniens. En novembre 2012, le très emblématique chef Raoni, de la tribu des kapayo, rencontra le président de la République François Hollande à l'Élysée pour plaider la cause des opposants à Belo Monte. Suite à une mission sur place en juin 2013, Eva Joly et d'autres députées européennes EELV sont également montées au créneau : « *En tant que parlementaires européens, nous ne pouvons ignorer ce qui s'y passe. Parce que la catastrophe écologique nous concerne directement, mais aussi et surtout*

*parce nous sommes impliqués dans ce non-sens par la voie d'entreprises européennes comme Alstom ou GDF Suez, qui participent à la conception et à la construction de ce projet malgré les principes de l'Union européenne en termes de responsabilité sociale et environnementale.»*



Les multiples procédures judiciaires intentées au Brésil même et à l'étranger contre le barrage de Belo Monte ne semblent pas déranger le groupe français, dont le code éthique garantit pourtant le « *respect des lois, des réglementations et autres obligations en vigueur, quel que soit le pays où l'entreprise est établie* ». Le fait que le Brésil ait été épinglé par la Commission inter-américaine des droits de l'homme, entre autres, pour ne pas avoir respecté la Convention 169 de l'Organisation internationale du travail (OIT) sur les droits des peuples indigènes paraît également en contradiction avec la charte de développement durable du groupe, qui affirme : « *Les fournisseurs et sous-traitants d'Alstom doivent se conformer à la Déclaration universelle des droits de l'homme, aux Conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail, aux principes directeurs de l'Organisation de coopération et de développement économique [...] ainsi qu'à toute autre convention ou réglementation internationale, nationale et locale applicable à leurs activités dans les pays où ils interviennent.* »

Au-delà de Belo Monte, Alstom est également impliquée, entre autres, dans le complexe du Rio Madeira, à l'autre bout de l'Amazonie. On y retrouve les mêmes problèmes qu'à Belo Monte : études d'impact tronquées et contestées, passage en force de l'administration et batailles judiciaires, résistance des peuples indigènes, chantiers colossaux occasionnant d'importants bouleversements sociaux (et, en l'occurrence, des émeutes ouvrières). Dans toute l'Amazonie, le développement des grands barrages a eu pour résultat d'attiser les tensions entre indigènes et gouvernement. Alstom, pour sa part, se contente de reprendre l'argumentaire du gouvernement brésilien sur les bienfaits des barrages amazoniens en termes d'accès à l'électricité, de réduction et de croissance économique. Le groupe se prépare à équiper la prochaine génération de mégabarrages amazoniens, qui cibleront cette fois d'autres affluents de l'Amazone, le Teles Pires et le Tapajós.

La réponse habituelle d'Alstom à ceux qui l'interpellent sur son implication directe dans ces mégaprojets amazoniens est de faire valoir que le groupe n'intervient que comme fournisseur de turbines, sans participer directement pas aux décisions. Quand bien même cela suffirait à dédouaner l'entreprise française de toute responsabilité quant aux violations de droits humains occasionnées par les barrages, il

semble bien qu'en fait, la réalité soit moins claire. Selon la presse brésilienne, Alstom a joué un rôle actif dans la phase de montage financier du projet, alors que l'autorisation administrative n'était pas encore validée. Il s'agissait aussi pour l'entreprise de capter une partie des aides et financements publics débloqués par l'État brésilien pour s'assurer que le projet verrait bien le jour. International Rivers, ONG internationale critique des grands barrages, estime ainsi que l'offre de turbines d'Alstom était financée à hauteur de 30% par les deniers publics brésiliens, sous forme de crédit d'impôts.

De la même manière, le groupe français a été impliqué dès le départ dans la conception du complexe du Rio Madeira aux côtés d'Odebrecht, le géant brésilien du BTP – et bien avant que GDF Suez soit finalement retenu pour construire et opérer le barrage de Jirau. Alstom souhaitait faire de ces deux barrages un test et une vitrine pour ses nouvelles turbines bulbe. L'entreprise française avait même signé un contrat d'exclusivité avec Odebrecht avant même que les appels d'offre ne soient lancés (contrat d'une légalité douteuse auquel les deux parties ont finalement fini par renoncer).

## De la Chine à l'Afrique

L'engagement d'Alstom dans le barrage des Trois Gorges en Chine, au milieu des années 1990, aura marqué un tournant décisif pour le groupe et pour l'industrie mondiale des grands barrages en général. L'entreprise française, appuyée par la diplomatie économique française et par BNP Paribas [2], a fourni 14 des 32 turboalternateurs du mégabarrage, initié en 1994, mais qui n'a pas fonctionné à pleine capacité avant 2012. Le barrage des Trois Gorges a toujours été très contesté, y compris au sein des milieux dirigeants chinois. Il a entraîné des déplacements de population à une échelle massive, submergé 13 villes, 4500 villages et plusieurs centaines de sites archéologiques, dont certains d'une valeur inestimable. Ses impacts de long terme sur les grands équilibres écologiques du bassin du Yangtze en amont et en aval suscitent toujours une grande inquiétude.

Le gouvernement chinois n'avait pas manqué de poser ses conditions à la participation d'Alstom et des industriels occidentaux : ils devaient partager leur expertise et leur technologie avec leurs partenaires chinois. Selon Peter Bosshard, directeur d'International Rivers, ce transfert de technologie a joué un rôle catalyseur dans le développement de l'industrie hydroélectrique chinoise. Il a permis l'émergence d'un certain nombre d'entreprises chinoises spécialisées dans la construction de grands barrages (Three Gorges Corporation, Sinohydro, etc.), ainsi que de deux fabricants de turbines, Dongfang et Harbin. Soutenues par les banques publiques chinoises, ces firmes ont ensuite étendu leurs activités au niveau international, principalement en Afrique et en Asie du Sud-est, contribuant au renouveau mondial des grands barrages. L'arrivée des acteurs chinois s'est aussi accompagnée, au moins dans un premier temps, d'un certain relâchement des exigences sociales et environnementales qui s'étaient imposées au fil du temps à l'industrie hydroélectrique.

Du point de vue d'Alstom, cet arrangement avait un double avantage. Le premier était de s'installer sur le marché hydroélectrique chinois, le plus important au monde, où le groupe déclare aujourd'hui détenir 20% des parts de marché, derrière Dongfang et Harbin. Le groupe français a vendu ses turbines à toute une série de projets, dont le plus significatif à ce jour est celui de Xiangjaba, en amont des Trois Gorges (8000 MW). Alstom lui a fourni quatre unités hydroélectriques de 800 MW, les plus puissantes jamais construites à ce jour. Le second avantage était de pouvoir accompagner les firmes chinoises dans leur expansion internationale. Alstom a profité de son association avec les Chinois pour participer à une



multitude de nouveaux projets, depuis le Vietnam (barrage de Lai Chau, 1200 MW, avec Hydrochina Zhongnan Engineering Corp) et la Malaisie (barrage de Bakun 2400 MW avec Sinohydro) jusqu'au Ghana (barrage de Bui, 400 MW, construit par Sinohydro)

C'est dans ce contexte qu'il faut replacer l'ouverture en fanfare de la nouvelle usine de Tianjin. De l'aveu même de l'entreprise, plus de la moitié de la production de l'usine de Tianjin sera destinée à l'exportation hors de Chine, principalement vers l'Asie du Sud-est et, dans une moindre mesure, l'Afrique. Relativement épargnés à ce jour en raison de décennies de conflits ou d'isolement politique, le Mékong, la Salouen et l'Irrawaddy font aujourd'hui l'objet d'une véritable course aux projets hydroélectriques. Pas moins de douze mégabarrages sont ainsi prévus sur le Mékong, sans que leur impact cumulé sur les écosystèmes du fleuve (et en particulier sur les ressources en poisson, essentielles à la sécurité alimentaire de dizaines de millions de personnes) ait été vraiment étudié. Au contraire, malgré l'existence d'un organisme de gestion conjointe du fleuve entre nations riveraines (Laos, Cambodge, Thaïlande et Vietnam), chaque pays lance ses projets de son côté, suscitant des tensions diplomatiques. À cela s'ajoute les enjeux de droits humains dans une région parsemée d'une multitude de communautés ethniques, parfois en situation de conflit armé avec les gouvernements nationaux. Alstom déclare cibler notamment le développement hydroélectrique de la Birmanie (Myanmar), nouvel eldorado des grandes multinationales, même si les ONG estiment que les enjeux de droits humains sont loin d'être résolus.



De quoi alimenter les inquiétudes alors qu'une bonne partie des projets issus de cette nouvelle stratégie d'Alstom s'est déjà retrouvée sous le feu des critiques des écologistes, des communautés locales et autres. Le barrage de Bakun, dans le Sarawak en Malaisie, a été inclus en 2005 par l'ONG Transparence internationale dans ses « Monuments globaux de corruption » et fait l'objet d'une vive résistance des populations indigènes locales, relayée par une campagne internationale de soutien. Le barrage de Bui, au Ghana, a entraîné la submersion d'une partie d'un Parc national et la mise en danger de l'habitat de l'hippopotame noir, une espèce menacée. Les études d'impact environnemental n'ont jamais été publiées, et les résidents locaux accusent les autorités de ne pas avoir tenu leurs promesses de compensation.

Le cas le plus problématique est toutefois celui du barrage de Merowe au Soudan (1250 MW), construit sur la quatrième cataracte du Nil entre 2003 et 2009. Les bailleurs de fonds occidentaux avaient refusé

de s'engager dans le projet en raison des risques d'atteintes aux droits humains, vide qui a été comblé par la China Export Import (Exim) Bank. Malgré les pressions de la société civile, deux entreprises européennes, Lahmeyer (Allemagne) et Alstom, ont accepté de s'engager et ont tenu bon contre vents et marées. L'étude d'impact environnemental a été tenue secrète et, quand elle a été finalement « fuitée » en 2007, sévèrement critiquée pour ses insuffisances. Un reportage sur les lieux de l'Inter Press Service en 2011 confirme des répercussions importantes à court terme sur les stocks de poisson et la perte de terres fertiles, et beaucoup d'incertitudes à long terme. Pire encore peut-être, le barrage de Merowe a entraîné le déplacement forcé de 50 000 personnes, dans des conditions parfois très violentes, et la submersion de sites historiques de la Nubie antique. Dès 2007, Miloon Kothari, Rapporteur spécial de l'ONU sur le logement décent, avait exprimé ses « sérieuses inquiétudes ». Les résidents locaux ne voulaient pas quitter la zone pour gagner les terres arides qui leur avaient été assignées par le gouvernement soudanais, malgré les promesses initiales. Ce dernier aurait envoyé des milices armées en avril 2006 pour intimider les habitants, avec trois morts à la clé [Voir ce reportage vidéo d'Al Jazeera (en arabe)]. En juillet-août 2008, les autorités soudanaises et les opérateurs du barrage ont commencé à retenir l'eau et submerger les villages alentour, sans les avoir prévenu, pour les forcer au départ. Le gouvernement soudanais a fermé la zone aux organisations humanitaires.

Réponse de Patrick Kron aux critiques ? « *Merowe triplera presque la capacité de génération d'électricité du Soudan. (...) À notre connaissance, des programmes sont en place pour atténuer l'impact social et environnemental de ce projet.* » L'entreprise Lahmeyer, de son côté, est poursuivie devant la justice allemande par l'European Center for Constitutional and Human Rights (ECCHR) pour son implication dans le barrage et dans les atteintes aux droits humains qu'il a occasionné. Ces poursuites ciblent deux employés accusés d'être responsables de la submersion soudaine des villages environnants.

L'implication récente d'Alstom dans le projet de barrage de Grand Renaissance en Éthiopie paraît indiquer que le groupe n'a pas l'intention de s'arrêter en si bonne voie. Profitant de la crise politique que connaissait l'Égypte, le gouvernement éthiopien a lancé dans la précipitation le chantier de ce barrage, dont la plupart des bailleurs internationaux se sont tenus à l'écart. Un panel d'experts internationaux vient de conclure que le barrage présentait des faiblesses structurelles et que l'étude d'impact sur l'aval du fleuve présentée par l'Éthiopie était insuffisante.

## Quelle responsabilité pour Alstom ?

Le groupe français commence à être rattrapé par la réalité. En Inde, le mouvement paysan KMSS (Krishnak Mukti Sangram Samiti) et les populations locales opposées au mégabarrage de Lower Subansiri (2000 MW), à la frontière de l'Assam et de l'Arunachal Pradesh, ont ainsi réussi à bloquer pendant plusieurs semaines la livraison des turbines d'Alstom. Ce projet s'inscrit dans une véritable course à la construction de grands barrages dans le Nord-Est de l'Inde, au bénéfice non des populations locales (souvent indigènes), mais du centre du pays. L'impact cumulé de ces barrages dans une région fragile sismiquement et écologiquement n'a jamais été évalué.

S'y ajoutent les campagnes, souvent efficaces, ciblant les investisseurs et bailleurs européens. Elles ont par exemple contraint Alstom et la plupart des autres firmes européennes à se retirer du projet d'Ilisu en Turquie, suite au retrait des agences de crédit à l'exportation suisse, autrichienne et allemande. En Norvège, le puissant fond de pension communal a décidé de se désengager d'Alstom en raison de son

implication dans le projet de Merowe, et les ONG du pays s'efforcent – sans succès jusqu'à présent – de convaincre le fonds de pension des fonctionnaires gouvernementaux d'en faire de même. En France, pour des projets comme les Trois Gorges et Lower Subansiri, Alstom a bénéficié du soutien actif de la Coface.

En matière de responsabilité sociale des entreprises, Alstom est plus connu pour son implication dans des affaires de corruption ou encore dans les colonies illégales en Palestine (une implication pour laquelle l'entreprise a été mise sur la liste noire de plusieurs investisseurs institutionnels). L'entreprise pourra-t-elle continuer longtemps à se défaire de toute responsabilité à l'égard des impacts sociaux et environnementaux des grands barrages dans lesquels elle est impliquée ? Comme le souligne encore Peter Bosshard, « *tous les acteurs principaux de projets se chiffrant en milliards de dollars partagent la responsabilité de leurs conséquences, y compris leur impact social et environnemental. Les gouvernements ont la responsabilité principale, mais les fournisseurs d'équipements qui apportent le moteur du projet (et une technologie que seule une poignée de firmes maîtrise) ne peuvent pas s'absoudre de leur part de responsabilité.* »

Olivier Petitjean

—  
Photos : el visogodo, tous droits réservés ; Thomas Léaud / Survival, tous droits réservés ; International Rivers cc

[1] Deux filiales du groupe Alstom ont été mises sur la liste noire de la Banque mondiale pour des faits de corruption liés à des contrats hydroélectriques en Zambie.

[2] Alstom était appuyée par la Coface, agence publique d'assurance-crédit à l'exportation. Une grande partie des bailleurs internationaux, y compris la Banque mondiale, avait refusé de s'impliquer dans le projet.

## Précédent

Tags [campagne citoyenne](#) [communautés locales](#) [corruption](#) [droit international](#) [droits humains](#) [durabilité](#) [énergie](#) [impact social](#) [impact sur l'environnement](#) [infrastructures](#) [investissement socialement responsable \(ISR\)](#) [pays émergents](#) [responsabilité sociale des entreprises](#)